

# Inde/Pakistan : l'eau au cœur de conflits futurs ?

Par **Franck Galland**, spécialiste des questions sécuritaires liées aux ressources en eau, et directeur du Environmental Emergency & Security Services — (ES)², cabinet d'ingénierie-conseil spécialisé en résilience urbaine. Chercheur associé à Fondation pour la recherche stratégique, son dernier ouvrage, paru en mars 2021 chez Robert Laffont, est intitulé *Guerre et eau : l'eau enjeu stratégique des conflits modernes*.

**Photo ci-dessus :** Confluence des fleuves Indus et Zanskar, en Inde. Alors que New Delhi a menacé de couper l'approvisionnement en eau du Pakistan, et que cette ressource constitue un intérêt vital pour les 240 millions d'habitants du Pakistan, Islamabad a déclaré que « toute tentative de bloquer ou détourner le flux d'eau garanti au Pakistan sera considérée comme un acte de guerre ». (© Shutterstock)

L'Inde et le Pakistan sont entrés dans une zone de turbulences hydro-politiques, qui ne semble malheureusement pas près de s'estomper.
En 1960 était signé le traité de l'Indus, soutenu par le président des États-Unis de l'époque, Dwight Eisenhower, et placé sous la médiation de la Banque mondiale, afin de calmer les tensions qui ne cessaient de croitre entre l'Inde et le Pakistan ; deux États nouvellement indépendants de la puissance tutélaire de la péninsule indienne qu'était l'Empire britannique.
Ce traité reste considéré à ce jour comme un modèle d'hydro-diplomatie, répartissant, avec science et conscience, le potentiel des six grands fleuves du bassin de l'Indus entre les deux grands pays rivaux. À l'Inde revenaient celles que l'on appelle les « rivières orientales » : Ravi, Beas et Sutlej. Au Pakistan, les rivières occidentales — Indus, Jhelum et Chenab —, bien que leur flux provienne d'Inde : l'Indus prend sa source au Tibet en territoire chinois, traverse ensuite le Cachemire indien avant d'arriver au Pakistan ; les rivières Jhelum et Chenab prennent leur source directement en territoire indien.
L'Inde dispose sur le Pakistan d'une capacité d'hydro-domination avérée, mais que ce traité encadre, puisqu'il prévoit que l'Inde n'utilise les rivières occidentales qu'avec un usage restreint. L'Inde peut se servir du débit à des fins d'irrigation, d'hydroélectricité, également pour un usage domestique, mais ne peut en aucun cas en altérer le flux, détourner ou stocker de l'eau de manière significative.

## L'eau : une ressource convoitée et un besoin croissant

Le Premier ministre Modi apparait bien désireux d'exercer un contrôle plus strict sur ces rivières, qui sont pourtant autant de sources vitales d'alimentation en eau de son voisin de l'aval. Si le Pakistan et ses 241 millions d'habitants jouissent du plus vaste système de canaux du monde, avec 200 000 kilomètres cumulés, l'alimentation en eau du pays reste dépendante à 90 % des eaux de l'Indus et de ses affluents. Le bassin de l'Indus recouvre à lui seul 65 % de sa superficie et, en particulier, la totalité de la province agricole du Pendjab. Mais en parallèle, et sans vouloir justifier la politique de Narendra Modi, ce qui pousse le Premier ministre indien à agir ainsi est l'absolue nécessité pour l'Inde de mobiliser de nouvelles masses d'eau. En effet, il n'en a guère le choix, car il est désormais confronté aux conséquences du manque de vision stratégique et de l'absence d'investissement de ses prédécesseurs dans le secteur de l'eau : à l'hydro-domination chinoise qui se profile en amont du Brahmapoutre — artère fémorale de l'alimentation en eau de l'Inde — ; à la modification des régimes pluviométriques et à la fonte du volume des glaciers induites par le changement climatique ; à des décennies d›une exploitation « minière » des nappes phréatiques indiennes, dont les réserves en eaux souterraines ont considérablement baissé ; ainsi qu'à l'explosion de la demande en eau.
L'Inde compte désormais 1,43 milliard d'habitants et a dépassé la Chine comme pays le plus peuplé du monde. Cette explosion démographique démultiplie les usages de l'eau : l'eau à vocation domestique naturellement, ainsi que l'eau à vocation agricole ; l'eau à vocation énergétique, ce qui explique notamment les projets de barrages indiens notamment sur la Jhelum, venant renforcer les inquiétudes du Pakistan ; l'eau à vocation industrielle, et enfin — on ne le dit pas assez souvent — l'eau à vocation numérique.

## L'enjeu du numérique indien

L'Inde est en effet devenue une puissance mondiale de l'informatique, essentiellement dans le domaine de l'externalisation et des services IT, avec de très grandes entreprises (comme Tata Consulting Services, Infosys ou encore Wipro) qui fournissent des services à des multinationales du monde entier. Le pays s'est imposé comme un véritable centre de support technique, de maintenance des systèmes, de gestion d'infrastructures cloud, etc.
De fait, la consommation d'électricité des data centers en Inde est en très forte augmentation, portée par la numérisation rapide, le *cloud computing*, l'intelligence artificielle, le streaming, les services financiers et les plateformes gouvernementales. En 2023, il est estimé que la consommation des data centers indiens était entre 3 et 4 TWh, ce qui correspond à la production d'énergie d'un réacteur nucléaire de 900 MW pendant 6 mois, ou l'équivalent de la consommation d'électricité annuelle de la ville de Lyon. En 2030, ce chiffre devrait atteindre 20 TWh par an, soit une multiplication par 6 à 7.

## Inde/Pakistan : le difficile partage des eaux de l'Indus




Sources : Courrier International, Dawn, AFP

Or, pour faire fonctionner tous ces systèmes, il faut de l'eau, beaucoup d'eau, et ce à double titre : de l'eau pour l'énergie afin de soutenir les capacités de génération hydroélectrique, ainsi que rendre possible le refroidissement des centrales nucléaires ; mais également de l'eau pour la climatisation des centres serveurs. C'est ainsi à une demande en eau exponentielle que l'Inde doit faire face. D'où son intérêt sécuritaire pour les ressources en eau du bassin de l'Indus.

### Le Pakistan, dos au mur ?

Dans ce contexte, que peut faire Islamabad si l'Inde persiste dans sa volonté de restreindre le débit des fleuves entrant en territoire pakistanais, visant à mettre un terme au traité de 1960 ?

Protester bien sûr, comme le Pakistan sera amené à le faire auprès du Conseil de sécurité, en mettant en avant la violation de l'article 35 de la Charte des Nations Unies invoquant une menace pour la paix et la sécurité internationale. Saisir dans le même temps une instance régionale de dialogue stratégique comme l'Organisation de Coopération de Shanghaï (OCS) qui se penche de manière croissante sur les problématiques de gestion transfrontalière des eaux ; ce depuis le sommet de Bishkek au Kirghizstan qui a eu lieu en juillet 2019. Négocier enfin, en acceptant une réduction des flux en fonction des saisons, au travers d'une politique de gestion concertée des ouvrages hydrauliques avec l'Inde, en échange d'un investissement massif dans les ressources en eau alternatives, permettant de compenser cette baisse de débit consentie, et de commencer pour le Pakistan à disposer d'un peu d'autonomie.

Le dessalement est ici perçu comme un axe stratégique de développement. Depuis 2023, le port en eau profonde de Gwadar donnant sur l'océan Indien dispose ainsi d'une première station de 5000 m³/j financée par la Chine, et un projet plus ambitieux triplant ces capacités a été approuvé dans le cadre du China-Pakistan Economic Corridor (CPEC), visant au transport de marchandises et d'énergie entre Kashgar, dans le Xinjiang chinois, et Gwadar. De son côté, la ville de Karachi développe également plusieurs projets de dessalement visant à couvrir à la fois ses usages domestiques et industriels.

Mais au Pakistan comme ailleurs, si l'on veut mieux gérer l'eau, il faut également jouer sur la demande, et non pas simplement sur l'offre.

À ce titre, ce sont de véritables mafias de l'eau qu'il va falloir mettre au pas en raison du caractère sécuritaire que présente cette ressource essentielle à l'avenir du pays. À Karachi, ville la plus importante du pays dont la superficie équivaut à 33 fois celle de Paris intra-muros, des groupes mafieux creusent par exemple des tunnels et siphonnent les conduites afin de revendre le précieux liquide aux particuliers et aux entreprises.

Face à de véritables situations de racket financier, où l'eau vendue atteint 15 dollars par mois, soit 10 % du salaire moyen, certains particuliers finissent eux-mêmes par acquérir des moyens de pompage pour siphonner à leur tour l'eau du réseau municipal ou de leurs voisins, amplifiant un peu plus la pression sur les ressources disponibles, et accentuant les pertes en eau sur les réseaux de distribution publics, déjà à un niveau très élevé.

Ces situations vont bien devoir être traitées sérieusement par les autorités pakistanaises en raison de l'impératif de sécurité collective que présente la préservation de la ressource face aux volontés affichées par l'Inde de mobiliser de nouvelles masses d'eau à son profit au détriment du Pakistan.

**Franck Galland**